



**MIRUS
BRIDGE**
LegalAdvisory

VEILLE STRATÉGIQUE

« L'alliance du droit et de la stratégie. »

ÉDITION HEBDOMADAIRE
SEMAINE DU 5 AU 11 OCTOBRE 2026

DOUALA · CAMEROUN



À LA UNE

L'essentiel de la semaine.

01

Le Cameroun mobilise 300 millions de dollars supplémentaires sur le marché international

L'État annonce un placement privé complémentaire de 300 millions de dollars, adossé à l'eurobond de 850 millions de dollars (8,875 %, échéance janvier 2033), pour financer les priorités budgétaires de 2026 et apurer des arriérés.

02

L'État négocie le rachat des 56 % de Globeleq dans les centrales de Kribi et de Dibamba

Les deux centrales totalisent 304 MW et l'État détient déjà les 44 % restants dans chacune. Les modalités financières et les conditions définitives restent à préciser.

03

L'Afrique se dote de sa propre agence de notation de crédit

L'Union africaine a lancé l'AfCRA à Port-Louis (Maurice). L'agence devra démontrer son indépendance et sa transparence pour que ses évaluations soient reconnues par les marchés.

AGENDA & OPPORTUNITÉS

Les rendez-vous à retenir.

8 – 16 octobre

Forum mondial de l'alimentation 2026

Rome. L'Office national du cacao et du café y valorise les filières camerounaises auprès d'investisseurs et d'acheteurs internationaux.

17 octobre

Convention extraordinaire du MRC

Yaoundé. Rappel de l'édition précédente : le récépissé délivré le 28 septembre faisait l'objet d'une contestation.

25 – 31 octobre

Journées économiques de l'amitié Afrique – Russie

Moscou. Rappel de l'édition précédente : le forum doit réunir des porteurs de projets africains et des investisseurs russes.

27 octobre

Mistral Large 4 en open source

Mistral AI a annoncé la publication, en open source, du modèle présenté le 6 octobre.



DANS CE NUMÉRO

Une veille en cinq piliers.

Cette veille est organisée selon les cinq domaines d'expertise de MirusBridge. Elle relie chaque actualité à l'enjeu juridique et stratégique qu'elle soulève pour votre activité.

-
- 01 Corporate & Droit des sociétés**
D R O I T D E S A F F A I R E S 7
Cette rubrique suit les investissements, les cessions de participations, les opérations de croissance et le droit OHADA. A C T U A L I T É S
-
- 02 Contrats & Négociations**
D R O I T D E S O B L I G A T I O N S 1
Cette rubrique suit les marchés publics, les contrats de financement et l'exécution des engagements contractuels. A C T U A L I T É
-
- 03 Finance & Investissements**
D R O I T F I N A N C I E R 1 4
Cette rubrique suit la politique monétaire, les finances publiques, les marchés de capitaux, l'énergie et les projets financés. A C T U A L I T É S
-
- 04 Gouvernance & Conformité**
C O N S E I L & C O N F O R M I T É 1 0
Cette rubrique suit les institutions, la régulation sectorielle, la gouvernance, la RSE, le climat et les risques. A C T U A L I T É S
-
- 05 Innovation & Numérique**
D R O I T D U N U M É R I Q U E 9
Cette rubrique suit la régulation numérique, l'intelligence artificielle, la cybersécurité, les données et l'innovation. A C T U A L I T É S
-
- 06 Tour d'horizon**
A U - D E L À D E S C I N Q P I L I E R S 7
Les autres signaux de la semaine : économie, santé, éducation et agriculture. S I G N A U X
-



01

PILIER 01 / 05 · DROIT DES AFFAIRES

Corporate & Droit des sociétés

Cette rubrique suit les investissements, les cessions de participations, les opérations de croissance et le droit OHADA.

Énergie : l'État négocie le rachat des participations de Globeleq à Kribi et à Dibamba

Le Gouvernement négocie la reprise des **56 %** détenus par le producteur indépendant Globeleq dans les sociétés exploitant les centrales de Kribi et de Dibamba (**304 MW** cumulés). L'État détient déjà les 44 % restants dans chacune d'elles. L'opération renforcerait le contrôle public sur deux actifs stratégiques ; ses modalités financières et ses conditions définitives restent à préciser.

Source : Africa Monitoring, 5 octobre

Sosucam : un jugement rendu à Singapour complique la cession annoncée

Le 2 octobre, la Haute Cour de Singapour a statué en faveur de Romy Castel dans un litige sur ses droits de vote au sein d'**Investment Beverage Business Management (IBBM)**, société située dans la chaîne de détention du groupe Castel. La décision ajoute une incertitude au processus de cession de la Société sucrière du Cameroun. Elle rappelle qu'un litige entre actionnaires en amont de la chaîne de contrôle peut se répercuter sur une transaction portant sur une filiale camerounaise.

Source : Investir au Cameroun, 8 octobre

Gaz du Cameroun : une réduction de capital de 57 milliards FCFA

Selon une annonce légale du 9 octobre, GDC, exploitant du champ de Logbaba à Douala, a ramené son capital de **66,007 à 8,978 milliards FCFA**, soit une réduction de 57,03 milliards (environ 86,4 %). La décision avait été prise le 25 août par l'actionnaire unique, Cameroon Holdings Limited. L'annonce ne précise ni le mécanisme ni le motif comptable de l'opération, qui mérite d'être suivie.

Source : Investir au Cameroun, 9 octobre

ESS Finance : Emerald Securities Services s'étend à la microfinance

Le groupe camerounais de services financiers et d'investissement, déjà présent au Gabon dans ce secteur, lance **ESS Finance**, établissement de microfinance de deuxième catégorie. L'opération élargit le périmètre d'activités du groupe et renforce sa présence dans les services financiers de proximité.

Source : Investir au Cameroun, 7 octobre

Huatong : un financement de la SFI pouvant atteindre 60 millions de dollars

Hebei Huatong Wires and Cables Group a conclu avec la Société financière internationale (SFI) un financement pouvant atteindre **60 millions de dollars** (environ 34 milliards FCFA), destiné notamment à ses activités de fabrication de câbles électriques au Cameroun, via Everwell Cameroon, et en Tanzanie.

Source : Investir au Cameroun, 5 octobre



OHADA : le Secrétariat permanent poursuit son dialogue avec les États membres

À l'issue de visites de travail en **RDC** (30 septembre – 2 octobre 2026) puis à **Brazzaville**, le Secrétaire permanent de l'OHADA a échangé avec les autorités sur l'application du droit des affaires harmonisé, le climat des affaires et la coopération institutionnelle. Ces consultations concourent à la sécurité juridique des opérations et à la prévisibilité du cadre applicable aux entreprises de l'espace OHADA.

Source : OHADA, 5 et 6 octobre

Régions anglophones : une promotion des investissements auprès de la France

Selon Africa Intelligence, une délégation doit se rendre en France pour promouvoir les investissements dans le **Nord-Ouest** et le **Sud-Ouest**, avec notamment le port de Limbé en ligne de mire. Les perspectives demeurent liées à l'évaluation des risques sécuritaires, à la protection des actifs et aux conditions de mise en œuvre des projets.

Source : Africa Intelligence, 9 octobre

POINT D'ATTENTION MIRUSBRIDGE

Le rachat de participations publiques, les réductions de capital et les litiges en amont de la chaîne de détention rappellent que le contrôle effectif d'une société se vérifie à chaque niveau de l'actionnariat. Droits de vote, pactes d'actionnaires et autorisations préalables doivent faire l'objet de due diligences rigoureuses avant toute cession.



02

PILIER 02 / 05 · DROIT DES OBLIGATIONS

Contrats & Négociations

Cette rubrique suit les marchés publics, les contrats de financement et l'exécution des engagements contractuels.

Route Douala–Bafoussam : du décret d'habilitation au démarrage des travaux, les étapes restantes

Signé le 2 octobre, le décret habilite le ministre de l'Économie à conclure avec la Banque islamique de développement un accord de prêt de **139,2 milliards FCFA** pour la réhabilitation de l'axe, d'environ 219 km, découpé en trois lots. Côté maître d'ouvrage, le processus de passation des marchés est engagé depuis plusieurs mois. Pour autant, le décret n'ouvre pas encore le chantier : la signature de l'accord de prêt reste à intervenir, de même que l'avis juridique du Premier ministre et la délivrance des spécimens de signature par la Caisse autonome d'amortissement. Les travaux (42 à 48 mois selon les lots) ne débuteront qu'après l'attribution des marchés et la notification des ordres de service ; leur démarrage est envisagé au **premier trimestre 2027**.

Source : News du Cameroun, 7 octobre ; Camerounactuel, 8 octobre ; 237online, 6 octobre

FICHE PROJET

LOT	TRONÇON	LINÉAIRE	DURÉE PRÉVUE
Lot 1	Bekoko – Penja	70 km	48 mois
Lot 2	Penja – pont sur le Nkam	77,9 km	48 mois
Lot 3	Pont sur le Nkam – Bandjoun	71,2 km	42 mois

JALONS À SUIVRE

ÉTAPE	DESCRIPTION	STATUT
1	Décret d'habilitation du ministre de l'Économie (2 octobre 2026)	Intervenu
2	Signature de l'accord de prêt avec la BID	À venir
3	Avis juridique du Premier ministre	À venir
4	Spécimens de signature délivrés par la CAA (décaissements)	À venir
5	Attribution du contrôle technique	Attendue avant fin 2026
6	Démarrage envisagé des travaux	T1 2027



P O I N T D ' A T T E N T I O N M I R U S B R I D G E

Un décret d'habilitation n'équivaut ni à la signature de l'accord de financement ni au démarrage des travaux : entrée en vigueur, conditions suspensives, avis juridiques, attribution des marchés et ordres de service rythment le calendrier. Maîtres d'ouvrage comme titulaires ont intérêt à sécuriser chaque jalon contractuel et à en conserver la trace.



03

PILIER 03 / 05 · DROIT FINANCIER

Finance & Investissements

Cette rubrique suit la politique monétaire, les finances publiques, les marchés de capitaux, l'énergie et les projets financés.

POLITIQUE MONÉTAIRE & FINANCES PUBLIQUES

Eurobond : le Cameroun annonce un placement privé complémentaire de 300 millions de dollars

Le ministère des Finances annonce un placement privé complémentaire de **300 millions de dollars**, adossé à l'emprunt international existant de **850 millions de dollars** (coupon de 8,875 %, échéance janvier 2033). L'opération est arrangée par Standard Chartered Bank, avec Blend Finance et Horus Investment Group comme conseillers de l'État. Elle doit financer les priorités budgétaires de 2026 et contribuer à l'apurement des arriérés. L'abondement d'une souche existante évite de créer une nouvelle émission, mais accroît les engagements associés à la dette en circulation.

Source : Ministère des Finances, 5 octobre

FMI : déficit de 2,1 % du PIB et risque élevé de surendettement

À l'issue de la mission d'évaluation post-financement, les autorités ont présenté les enseignements de leurs échanges avec le FMI. Le déficit budgétaire est passé de 1,5 % du PIB en 2024 à **2,1 % en 2025**, le risque de surendettement est jugé élevé et des pressions supplémentaires sont anticipées en 2026, notamment du fait des subventions aux carburants. Les recommandations portent sur les recettes intérieures, la maîtrise des dépenses, la gestion des entreprises publiques et l'approfondissement du secteur financier.

Source : Ministère des Finances ; FMI, 6 octobre

Sénégal : Dakar vise un accord de restructuration avant décembre

Le Sénégal cherche un accord de principe avec ses créanciers officiels et les porteurs d'obligations d'ici **décembre 2026**, après la découverte d'une dette mal déclarée estimée à **13 milliards de dollars**. Dakar souhaite mener des négociations parallèles dans le cadre commun du G20 et obtenir la contribution des détenteurs de total return swaps (environ 1 000 milliards FCFA).

Source : Reuters, 6 octobre

Moody's relève sa perspective à « positive » pour l'Afrique subsaharienne

L'agence estime que plusieurs économies ont mieux résisté aux pressions inflationnistes grâce aux réformes, à des cours élevés des matières premières et à un meilleur accès au financement. Cette appréciation ne vaut pas relèvement automatique des notes souveraines, qui resteront liées à la trajectoire budgétaire, aux réserves extérieures et à la poursuite des réformes.

Source : Reuters, 7 octobre



Monnaies africaines : le shilling ougandais reste sous pression

Le shilling, qui a déjà perdu plus de **11 %** face au dollar depuis le début de 2026, devrait rester fragilisé par la demande de devises des importateurs et des secteurs de l'énergie et des télécommunications. Le cedi subit également des pressions, tandis que le naira bénéficie du soutien de la banque centrale. Ces mouvements pèsent sur le coût des financements et sur les entreprises endettées en devises.

Source : Reuters, 8 octobre

Dette africaine : la crise ravive les appels à réformer l'architecture financière internationale

Les coûts d'emprunt restent élevés et les intérêts absorbent une part importante des recettes publiques de plusieurs pays, ce qui réduit les marges pour les infrastructures et les services sociaux. Le lancement de l'agence africaine de notation s'inscrit dans ce contexte, aux côtés de propositions visant à améliorer le refinancement de la dette et à orienter les capitaux vers des investissements productifs.

Source : Financial Times, 9 octobre

FINANCEMENT & MARCHÉS DE CAPITAUX

L'Union africaine lance l'Agence africaine de notation de crédit à Maurice

L'Union africaine a officiellement lancé à Port-Louis l'**Africa Credit Rating Agency (AfCRA)**, appelée à fournir des évaluations indépendantes du risque de crédit des États, des établissements financiers et des entreprises africaines, en intégrant davantage les réalités économiques du continent. Pour être reconnue des marchés, l'agence devra démontrer son indépendance, sa transparence et sa conformité aux normes internationales.

Source : Union africaine ; Reuters, 7 octobre

Airtel Money : introduction à Londres et levée d'environ 703 millions de dollars

La fintech de paiement mobile a fait ses débuts à la Bourse de Londres après une offre fortement sursouscrite : **703 millions de dollars** levés par la vente de 270 millions d'actions, pour une valorisation visée proche de 7 milliards de dollars. L'ouverture est restée relativement stable. L'opération montre que les entreprises technologiques africaines peuvent chercher des capitaux sur les marchés internationaux.

Source : Reuters, 9 octobre

Dangote : l'introduction en Bourse révèle la fragmentation des marchés de capitaux africains

L'offre publique de vente de la raffinerie, d'un montant annoncé de **1,6 milliard de dollars**, devait permettre aux investisseurs du continent de participer au financement d'un grand actif industriel. L'offre étant enregistrée au Nigeria, les investisseurs d'autres pays devaient satisfaire à des procédures réglementaires distinctes. Le dossier souligne la nécessité d'une meilleure coordination entre autorités de marché, intermédiaires et bourses africaines.

Source : Reuters, 9 octobre

États-Unis : la DFC veut accroître ses investissements en fonds propres en Afrique

La DFC, agence américaine de financement du développement, prévoit d'augmenter ses prises de participation, notamment dans les minerais critiques et les infrastructures stratégiques. Elle dispose de plus de **14 milliards de dollars** d'engagements sur le continent, dont plus de 3 milliards pour les minerais critiques, et entend compléter ses prêts, garanties de crédit et assurances contre les risques politiques par davantage de fonds propres.

Source : Reuters, 9 octobre



UMOA : la Commission bancaire sanctionne une dizaine de banques

Des blâmes ou des amendes ont été prononcés pour des manquements portant notamment sur la lutte contre le blanchiment de capitaux, la gouvernance, le respect des ratios prudentiels et certaines pratiques de prélèvement. Ces décisions rappellent les risques financiers et réputationnels attachés aux défaillances de conformité et de contrôle interne.

Source : Africa Intelligence, 7 octobre

ÉNERGIE & PROJETS

Afrique : les infrastructures énergétiques continuent d'attirer les capitaux privés

En Zambie, Copperbelt Energy Corporation Renewables a publié de nouveaux résultats illustrant la progression de son portefeuille solaire ; l'Ouganda fait état de projets visant à ajouter plus de **100 MW** à partir du gaz ; le Malawi a relancé des projets hydroélectriques. Ces trajectoires différentes convergent vers un même besoin : mobiliser des financements pour accroître la production et réduire les contraintes d'approvisionnement.

Source : African Energy, 8 octobre

Afrique du Sud : Azura Power prend une participation majoritaire dans Enpower Trading

Le producteur indépendant a acquis une participation majoritaire dans cette société de commercialisation d'électricité. L'opération s'inscrit dans la stratégie d'expansion panafricaine du groupe et illustre l'intérêt des investisseurs pour la commercialisation et l'intermédiation énergétiques, au-delà de la seule construction de centrales.

Source : African Energy, 9 octobre

États-Unis : le programme REAP devient plus contraignant

À compter du **16 octobre 2026**, les agriculteurs devront notamment achever leurs projets énergétiques et démontrer une année d'économies d'énergie avant de solliciter les aides du Rural Energy for America Program. Le dispositif évolue vers un financement conditionné aux résultats constatés, ce qui pourrait ralentir certains investissements, en particulier pour les exploitations aux ressources limitées.

Source : Reuters, 9 octobre

POINT D'ATTENTION MIRUSBRIDGE

Émissions complémentaires, restructurations de dette, nouvelles notations et tensions de change modifient les conditions de financement et de liquidité. Les clauses de change, les garanties et les sûretés des financements en cours méritent d'être relues à la lumière de ce contexte.



04

PILIER 04 / 05 · CONSEIL & CONFORMITÉ

Gouvernance & Conformité

Cette rubrique suit les institutions, la régulation sectorielle, la gouvernance, la RSE, le climat et les risques.

RÉGULATION SECTORIELLE

Médias : l'affaire Vision 4 révèle des divergences entre le CNC et le ministère de la Communication

Après les sanctions prononcées contre la chaîne, le dossier met en évidence des questions de coordination entre le **Conseil national de la communication** et le ministère de la Communication, ainsi que d'application des décisions du régulateur. Le 7 octobre, le CNC a demandé la réactivation du signal de la chaîne. Au-delà du cas d'espèce, l'affaire pose la question de la cohérence des décisions publiques, de la répartition des compétences et de la prévisibilité de la régulation pour les opérateurs audiovisuels.

Source : Journal du Cameroun, 5 et 7 octobre

GOUVERNANCE, CONTENTIEUX & TRANSPARENCE

États-Unis : la SEC met en garde les gestionnaires d'actifs contre la coordination de campagnes d'actionnaires

À la suite de son examen de l'intervention de **BlackRock, Vanguard et State Street** dans la recomposition du conseil d'administration d'**ExxonMobil** en 2021, la SEC a exprimé des réserves sur la participation coordonnée de grands gestionnaires d'actifs à des campagnes d'actionnaires. Aucune sanction n'a été annoncée, mais la coopération entre investisseurs peut déclencher des obligations réglementaires spécifiques lorsqu'elle s'apparente à une action concertée.

Source : Financial Times, 9 octobre

États-Unis : la Cour suprême examine la responsabilité des pétroliers face aux dommages climatiques

La Cour a examiné le recours d'**ExxonMobil et de Suncor Energy** contre une décision autorisant la poursuite d'une action de la ville de Boulder (Colorado) relative aux dommages associés au changement climatique. Les compagnies soutiennent que le droit fédéral s'oppose à de tels recours au niveau des États. La décision pourrait influencer la gestion des risques climatiques, les provisions juridiques et la communication des entreprises énergétiques.

Source : Reuters, 8 octobre



Monde : les obligations de transparence climatique des entreprises restent fragmentées

Plusieurs juridictions ont récemment assoupli ou limité certaines obligations de publication, tandis que la normalisation internationale se poursuit autour des normes de l'ISSB. Cette fragmentation complique la comparaison des données et le contrôle des engagements annoncés. Pour les groupes multi-marchés, la qualité, la traçabilité et la cohérence des déclarations deviennent des enjeux de conformité et de crédibilité.

Source : *Financial Times*, 9 octobre

RSE, DROITS HUMAINS & CLIMAT

Dakar : le forum sur les entreprises et les droits humains appelle à mieux contrôler les chaînes d'approvisionnement

Réuni à Dakar, le cinquième forum africain a placé la conduite responsable des entreprises au centre des échanges, notamment dans les industries extractives et les chaînes de minerais critiques. L'accès aux marchés internationaux dépend de plus en plus de la capacité des entreprises à démontrer la traçabilité de leurs approvisionnements et le respect de garanties sociales et environnementales.

Source : *ESG News*, 7 octobre

BAD et Fonds de l'OPEP : renforcement des garanties environnementales et sociales des projets

Plus de 50 représentants de gouvernements africains et d'institutions de financement ont participé à Vienne à un atelier sur la gestion des risques environnementaux et sociaux : acquisition des terres, biodiversité, inclusion sociale, violences fondées sur le genre, sécurité des communautés. L'objectif est de prévenir les conflits susceptibles d'entraîner retards, surcoûts ou atteintes à la réputation des promoteurs.

Source : *African Sustainability Matters*, 5 octobre

Afrique de l'Est : un financement climatique fondé sur les dons

En amont de la COP31, les États de la Communauté d'Afrique de l'Est défendent des financements climatiques plus prévisibles, privilégiant les dons aux prêts susceptibles d'alourdir leur dette. Ils appellent à tripler les financements de l'adaptation d'ici 2035 et ont validé leur Stratégie et Plan d'action sur le changement climatique 2026-2036.

Source : *African Sustainability Matters*, 6 octobre

GIEC : un blocage sur le calendrier des prochains rapports

Les 195 États membres divergent sur la date des prochaines grandes évaluations : les pays industrialisés les souhaitent plus tôt, tandis que plusieurs pays en développement et économies dépendantes des énergies fossiles demandent davantage de temps et une participation scientifique plus inclusive. L'impasse pourrait compliquer la préparation des décisions attendues avant la conférence climatique de 2028.

Source : *Reuters*, 9 octobre

Traité sur la haute mer : le seuil de 100 parties est atteint

Le traité sur la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité marine au-delà des juridictions nationales compte désormais 100 parties. Pour les États africains, ce cadre concerne aussi la pêche, la sécurité alimentaire et la gouvernance des ressources marines.

Source : *African Sustainability Matters*, 5 octobre

Malawi : se préparer à El Niño par le déclenchement précoce des interventions

Le pays développe une approche fondée sur le déclenchement des actions à partir des systèmes d'alerte, en anticipation des risques climatiques de la saison 2026-2027, afin de réduire le délai entre la détection d'une menace et la mise en œuvre des mesures de prévention (agriculture, infrastructures, sécurité alimentaire).

Source : *African Sustainability Matters*, 6 octobre



POINT D'ATTENTION MIRUSBRIDGE

La clarté des compétences entre régulateurs, la traçabilité des chaînes d'approvisionnement, la fragmentation des obligations de transparence climatique et l'essor des contentieux climatiques influencent directement les dispositifs de conformité. Il est utile de les intégrer à la cartographie des risques de l'entreprise.



05

PILIER 05 / 05 · DROIT DU NUMÉRIQUE

Innovation & Numérique

Cette rubrique suit la régulation numérique, l'intelligence artificielle, la cybersécurité, les données et l'innovation.

Cybersécurité : l'ANTIC actualise son alerte sur une vulnérabilité critique de Citrix NetScaler

L'agence a actualisé le 5 octobre son alerte sur plusieurs vulnérabilités de **NetScaler ADC et Gateway**, après un nouvel avis du 4 octobre relatif à la faille **CVE-2026-88779**, susceptible de provoquer un déni de service à distance et, selon la CISA, activement exploitée. Les organisations camerounaises utilisatrices doivent vérifier leur exposition, appliquer les correctifs et renforcer leur surveillance.

Source : ANTIC, 5 octobre

Nairobi : les régulateurs africains des télécommunications se concertent sur l'IA et les risques cyber

Du 5 au 9 octobre, un forum organisé dans le cadre du programme iPRIS réunit des régulateurs de plusieurs pays (Sierra Leone, Maurice, Namibie, Zimbabwe, Tanzanie, Liberia). Les travaux portent sur l'IA, les plateformes numériques, la cybersécurité, la protection des consommateurs, la concurrence et la gouvernance des données.

Source : The Star, 5 octobre

IA : l'ONU appelle à accélérer la mise en place de garanties internationales

À Oxford, lors d'un sommet sur l'IA et les droits humains, le Haut-Commissaire **Volker Türk** a appelé gouvernements et entreprises à encadrer plus vite les risques de l'IA pour la vie privée, l'égalité, la liberté d'expression et l'accès aux services essentiels, et plaidé pour une surveillance indépendante.

Source : Global Issues, 5 octobre

France : Mistral AI présente Mistral Large 4

Destiné aux entreprises, le modèle est mis en avant pour ses performances en finance, cybersécurité et analyse géospatiale. Accessible via une interface contrôlée, il doit être publié en open source le **27 octobre 2026**. L'évolution illustre la compétition entre modèles et la question de la souveraineté technologique, liée à la maîtrise des données, aux coûts de calcul et à la dépendance envers les fournisseurs.

Source : Le Monde, 6 octobre

Royaume-Uni : l'ICO obtient des engagements de dix grands développeurs d'IA

L'Information Commissioner's Office indique que dix développeurs de modèles, dont **Amazon, Anthropic, Apple, Google, Meta, Microsoft et OpenAI**, ont apporté ou se sont engagés à apporter des améliorations à leurs pratiques de protection des données. L'autorité a ouvert une consultation sur les risques de l'**IA agentique** et confirmé des investigations sur des essais et déploiements récents.

Source : ICO, 8 octobre



Cybersécurité : Anthropic lance un programme de défense des infrastructures critiques

Le Critical Infrastructure Defense Program vise à aider les opérateurs de services essentiels (réseaux électriques, réseaux d'eau) : accès à des modèles avancés, accompagnement d'ingénieurs et recherche sur les menaces. L'entreprise annonce aussi **OSS Scanner**, outil gratuit de détection de vulnérabilités dans des projets open source. La sécurisation des systèmes anciens et des logiciels tiers demeure un défi.

Source : Axios, 8 octobre

États-Unis : la Maison-Blanche prépare une nouvelle approche fédérale de la régulation de l'IA

La Super Intelligence Task Force doit se réunir pour définir l'orientation de la politique fédérale, notamment les risques liés à l'IA dans les secteurs bancaire, sanitaire et énergétique et la coopération avec les développeurs. L'évolution pourrait influencer les futures obligations de sécurité et les règles applicables aux secteurs sensibles.

Source : Reuters, 8 octobre

Corée du Sud et Japon : les cyberattaques facilitées par l'IA renforcent la vigilance

Les outils d'IA permettent d'automatiser certaines opérations et de mener des campagnes plus vite, même avec des compétences limitées. Des incidents ont touché des banques sud-coréennes et des entreprises japonaises, dont **Daiwa Securities et SoftBank**. Les risques d'hameçonnage, de rançongiciels et d'exploitation de données compromises s'accroissent.

Source : Reuters, 9 octobre

Chine : de nouvelles orientations pour encadrer l'IA et les technologies émergentes

Pékin vise un développement jugé sûr, fiable et contrôlable de l'IA et des technologies de pointe : surveillance technologique, alerte sur les risques, réponse aux incidents et responsabilisation des acteurs en cas d'investissements imprudents entraînant des pertes importantes. Les orientations concernent aussi l'économie « de basse altitude » (drones civils notamment).

Source : Reuters, 9 octobre

POINT D'ATTENTION MIRUSBRIDGE

Alertes de vulnérabilité, encadrement de l'IA agentique, cyberattaques assistées par l'IA et orientations nationales sur les technologies émergentes placent la conformité numérique au cœur des priorités. Entreprises et startups ont intérêt à anticiper ces évolutions dans leurs contrats, leur gestion des correctifs et leur gouvernance des données.



06

AU-DELÀ DES CINQ PILIERS

Tour d'horizon

Ces signaux complètent la lecture des cinq piliers : ils concernent l'économie, la santé, l'éducation et l'agriculture.

ÉCONOMIE

Afrique subsaharienne : la Banque mondiale relève sa prévision de croissance à 4,3 % mais alerte sur l'emploi

La prévision 2026 pour l'Afrique subsaharienne passe de 4,1 % à **4,3 %**, portée notamment par la Zambie, le Nigeria, l'Éthiopie et l'Angola. La croissance du revenu par habitant ne devrait atteindre que **1,8 %**, ce qui limite la réduction de la pauvreté. L'institution recommande d'investir dans des applications d'IA accessibles pour la productivité agricole, l'éducation et la gestion des petites entreprises.

Source : Reuters, 6 octobre

SANTÉ

Ebola : l'épidémie progresse en RDC et un cas importé est confirmé au Kenya

Selon l'OMS, l'épidémie à virus Bundibugyo s'est étendue à une zone sanitaire supplémentaire du Nord-Kivu : **8 728 cas confirmés et 4 205 décès** au 6 octobre (létalité brute de 48,2 %). Au Kenya, le décès d'un voyageur venu de RDC via l'Ouganda a mis en évidence les limites des contrôles sanitaires aux frontières, malgré les contrôles de température et les déclarations numériques. La coopération transfrontalière et le partage d'informations épidémiologiques demeurent essentiels.

Source : OMS ; Reuters, 7 et 8 octobre

ÉDUCATION

Cameroun : 18 000 enseignants recrutés mais des difficultés de prise en charge salariale

À l'occasion de la 32e Journée mondiale des enseignants, célébrée au Palais polyvalent des sports de Yaoundé, l'objectif de recrutement de **18 000 enseignants** est annoncé comme atteint, mais leur intégration effective dans les effectifs rémunérés pose problème. Le dossier interroge la soutenabilité des recrutements publics et la coordination entre besoins pédagogiques, affectations et budgets salariaux.

Source : Cameroon News Agency ; Minedub, 5 octobre

ÉDUCATION

Union africaine : lancement de la Conférence panafricaine sur la formation des enseignants

L'Union africaine et l'Eswatini ont lancé **PACTED 2026**. Les discussions portent sur la professionnalisation du métier, la mobilité, l'inclusion, le bien-être des enseignants, le financement durable de l'éducation et l'effet de l'IA sur les pratiques pédagogiques.

Source : Union africaine, 6 octobre



AGRICULTURE

Cacao : la production durable au cœur des préoccupations de la filière

À l'occasion de la Journée internationale du cacao, les acteurs de la filière ont réaffirmé leur engagement pour des pratiques plus durables. Selon WWF Cameroun, son programme de cacao durable a contribué à restaurer **4 000 hectares** de terres dégradées et à réduire de 15 % l'usage des intrants chimiques.

Source : Cameroon Tribune, 6 octobre

AGRICULTURE

CONVERGEFOOD : former les formateurs pour renforcer les coopératives

À Bertoua, 36 petits exploitants issus de 18 coopératives ont suivi une formation de formateurs sur les filières riz, manioc, œufs et lait. Ils doivent transmettre leurs acquis à plus de 270 membres de leurs coopératives.

Source : CAP-News, 8 octobre

AGRICULTURE

Le cacao et le café du Cameroun présentés au Forum mondial de l'alimentation à Rome

L'Office national du cacao et du café participe, du **8 au 16 octobre 2026**, au forum organisé au siège de la FAO : dégustations, présentation des produits et des possibilités d'investissement, afin de développer des partenariats et la visibilité des filières auprès d'investisseurs et d'acheteurs internationaux.

Source : ONCC, 8 octobre



**MIRUS
BRIDGE**
LegalAdvisory

P R E M I È R E C O N S U L T A T I O N

Chaque situation mérite une analyse sur mesure.

Chers lecteurs, nous vous remercions de votre confiance et de l'intérêt que vous portez à cette
veille. N'hésitez pas à la partager autour de vous, afin que davantage de dirigeants,
d'investisseurs, d'entrepreneurs et de porteurs de projets puissent bénéficier de ces informations
stratégiques.

Échangeons sur vos besoins spécifiques lors d'une première consultation confidentielle.

C O U R R I E L

contacts@mirusbridgelegaladvisory.cm

T É L É P H O N E

+237 695 38 32 02

B U R E A U

Douala, Cameroun

« *L'alliance du droit et de la stratégie.* »

R I G U E U R · É T H I Q U E · C O N F I A N C E